

**SANTÉ****Les herboristes pas autorisés à préparer des mixtures, ni à faire la promotion de leurs produits**

Les herboristes ne sont plus autorisés à préparer des mixtures d'herbes, ni à faire la promotion des vertus thérapeutiques de leurs produits dans n'importe quel média, a-t-on appris lundi auprès de la Direction du commerce de la wilaya d'Alger.

Le représentant de la Direction du commerce de la wilaya d'Alger, Ayachi Dahar, a indiqué qu'une instruction ministérielle publiée en mai 2017 prévoyait «l'interdiction et l'arrêt immédiat, par les commerçants exerçant l'activité de préparation, de conditionnement ou de vente d'herbes (herboristes et artisans), de toute promotion des vertus thérapeutiques de leurs produits dans n'importe quel média», outre le gel de l'importation de mixtures d'herbes.

En vertu de cette instruction, «les inspections aux frontières relevant des services externes du ministère du Commerce doivent interdire, à partir du 1<sup>er</sup> juin 2017, l'introduction de mixtures d'herbes dans le territoire national», a affirmé le responsable.

L'instruction qui fera l'objet d'une large campagne d'information et de sensibilisation, pour expliquer ses procédures, prévoit en outre «l'arrêt immédiat par les herboristes de la production et de la vente de mixtures d'herbes, de préparations médicinales ou de compléments alimentaires», a précisé M. Dahar.

L'instruction définit avec précision la pratique de l'activité d'herboriste «pour éviter toute ambiguïté», a souligné M. Dahar, précisant que tous les herboristes étaient tenus de modifier leur immatriculation au registre de commerce et de se conformer à un nouveau code spécifique à «cette activité».

«Un délai ouvert jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 2017 a été accordé à ces commerçants en vue de se conformer à ces conditions ou de changer d'activité, afin d'autoriser la réouverture de leurs commerces», a-t-il indiqué.

L'instruction astreint les herboristes à signer un engagement au niveau de la Direction du commerce de la wilaya d'Alger et de «suivre une formation dans le domaine, pour laquelle ils seront convoqués ultérieurement», a-t-il poursuivi.

Les herboristes doivent se conformer «aux conditions sus-citées notamment l'interdiction de préparer des mixtures d'herbes et de faire la promotion de vertus thérapeutiques par n'importe quel moyen médiatique.

Les herboristes sont appelés à respecter le cadre de leur activité commerciale, à savoir: la vente d'herbes et de parties d'herbes médicinales non toxiques tendres ou sèches (interdiction de vendre des préparations et des mixtures médicinales), outre l'arrêt immédiat de la vente de mixtures d'herbes et de compléments alimentaires. Ils sont tenus d'éviter le recours aux méthodes thérapeutiques traditionnelles telles que la hidjama, la roquia et l'acupuncture», a rappelé le responsable.

Les herboristes dont les commerces avaient été fermés peuvent reprendre leur activité, en s'engageant à respecter les mesures contenues dans l'instruction et en signant un engagement au niveau de la Direction du commerce de la wilaya d'Alger, a-t-il dit, ajoutant qu'ils peuvent également changer d'activité.

APS

**TOXICOMANIE****Les enfants de plus en plus touchés**

*Le phénomène de la toxicomanie prend une ampleur inquiétante en Algérie. Après les adolescents, ce fléau social tend ses tentacules pour atteindre des enfants âgés de neuf à dix ans. Une situation que des experts qualifient de «très alarmante».*

**Rym Nasri - Alger (Le Soir) -** La consommation des stupéfiants n'a épargné aucune couche sociale. Aujourd'hui, même les enfants ne sont plus à l'abri. «La toxicomanie en Algérie est très alarmante. Aujourd'hui, elle touche les enfants de 9 à 10 ans», assure le professeur Madjid Tabti, chef de service de pédopsychiatrie à l'Etablissement hospitalier spécialisé Mahfoud-Boucebci, à Chéraga.

Soulignant le nombre «inquiétant» de consultations des personnes qui font des addictions à la consommation des drogues (cannabis, psychotropes et drogues dures), il ajoute : «Il faut faire un état des lieux de l'adolescent et de la consommation des drogues en Algérie, parce que la situation est très alarmante.» Il cite ainsi le cas d'adolescents âgés de 14 à 15 ans ayant un actif de cinq années de consommation de toutes sortes de drogues. «Ces cas sont très souvent associés à l'alcool. Il y a de quoi s'alarmer !», insiste-t-il.

Intervenant en marge de la conférence annuelle d'évaluation du travail de la commission sectorielle de prévention des fléaux sociaux de l'APW d'Alger, tenue hier à la Maison de l'enfant, à Ben



Photo : DF

La situation est alarmante.

Aknoun (Alger), le P<sup>r</sup> Tabti a préconisé l'écoute de cette tranche vulnérable de la société et sa prise en charge «imminente».

Pour lui, la «triangulaire : famille, société et école» doit être prise en considération. «Outre la famille qui est passée de traditionnelle à une famille moderne, aujourd'hui, des mutations sociales et culturelles sont en train de se faire massivement, et de façon irréversible et qui impactent directement sur la famille dont le rôle est de protéger l'enfant. Tous ces facteurs font partie de l'émergence d'une adolescence d'enfants qui ont perdu leurs repères», explique-t-il.

Pour débattre de ce fléau social et lui trouver des solutions, le spécialiste plaide ainsi pour l'organisation d'assises nationales impliquant plusieurs acteurs concernés, notamment les médecins, les sociologues, les psychologues et les

anthropologues. Même son de cloche chez le commissaire principal Ghelab Tarek, chef de brigade de lutte contre le trafic illicite des stupéfiants à la division Est de la police judiciaire, qui affirme, pour sa part, que le dossier de l'enfance, celui des stupéfiants et de la délinquance s'enchevêtrent. Deux fléaux qui ont justement affecté les établissements scolaires.

Pour lui, la protection des enfants des fléaux des drogues et de la délinquance repose sur la sensibilisation et la prévention.

D'ailleurs, souligne-t-il, «des experts assurent que la répression coûte plus cher que la prévention et la protection de ces fléaux». Et d'ajouter, vaut mieux prévenir que guérir. «Il faut plutôt investir dans la sensibilisation et la prévention que d'aller vers la répression», conclut-il.

Ry. N.

**REPORTAGE****Sortie avec une brigade mixte de contrôle de la qualité des viandes à Boumerdès**

*Un jour de Ramadhan, sachant que durant ce mois de jeûne, la demande de viandes par les ménages est très élevée, à notre demande, nous avons été admis à accompagner, sur le terrain, une brigade mixte de contrôle de la qualité des produits écoulés par les bouchers et marchands de volaille en activité dans la daïra de Boumerdès.*

C'était pour avoir une idée sur le respect par les bouchers et marchands de volaille, des conditions sanitaires. Cette brigade était composée du docteur Lila Akroum, vétérinaire à la Direction des services agricoles (DAS) de Boumerdès, détachée au Bureau communal d'hygiène de la ville de Boumerdès, et Fadila Bahri, inspectrice de la lutte contre les fraudes à la Direction du commerce de la même wilaya (DCWB). Premières constatations, le respect de l'hygiène par les bouchers, du moins dans certaines localités de la wilaya, est désormais strict. Les deux contrôleuses ont choisi un secteur de la ville de Boumerdès où activent 6 boucheries, vendeurs de volailles et de poissons ou fruits de mer congelés. Ces contrôles étaient imprévisibles.

Première boucherie, les deux fonctionnaires ont ouvert tout ce qui peut contenir des produits d'animaux. Elles ont demandé les certificats d'abattage. «Avec ces documents, nous pouvons connaître la traçabilité de la marchandise étant donné qu'en amont, il y a des vétérinaires qui contrôlent l'abattage et d'autres qui

veillent sur la circulation du bétail», nous dit le docteur Akroum. Les deux contrôleuses n'avaient rien à reprocher au boucher. Par contre, chez le second, le docteur Akroum trouvera, dans la chambre froide, des carrés de viande de bœuf. L'ordre est donné au boucher de les emballer dans un sachet et de les peser. 3 kg de viande sont impropres à la consommation. Une fois emballés dans un sachet, la vétérinaire y déversa elle-même du détergent.

Chez les 4 autres, les contrôleuses effectuent méticuleusement le même rituel. Nous avons noté que les bouchers et les marchands de volaille mettaient les certificats des viandes à portée de main et qu'ils ne faisaient aucune obstruction au travail des deux inspectrices. Certains les saluaient poliment. «Maintenant, ils nous connaissent. Ils savent bien que notre travail sera fait.» Et si d'aventure ils refusent de se soumettre aux contrôles ? «Nous ferons appel aux services de sécurité.»

Pour les deux fonctionnaires, le meilleur contrôleur reste le client qui est la raison d'être des bouchers. «C'est au consommateur d'exiger ce qu'il veut et des produits de qualité. C'est lui qui paye. Il n'est pas obligé de prendre n'importe quoi», dira docteur Akroum.

Si comme nous l'avons constaté, les contrôleurs de Boumerdès travaillent relativement à l'aise. Ce n'est pas le cas de leurs collègues des autres localités où, parfois, ils font face à de la résistance pouvant être violente. «Des gens ont acquis de mauvaises habitudes durant la

décennie noire. Ils ne veulent plus changer de comportement. En la matière, nous avons des problèmes à Khemis-El-Khechna où l'informel est plus important, à Boudouaou avec des bouchers qui ne veulent guère se conformer à la loi et surtout à Bordj-Ménaïel. Dans cette ville, les bouchers se montrent réticents aux contrôles. Ils sont habitués depuis la décennie noire. Nous ne voulons pas en arriver à la confrontation et à la rupture. Nous comptons sur la sensibilisation et la répétition», dira Azzedine Gaham, chef de service de lutte contre les fraudes à la DCWB. Il nous a, par ailleurs, rappelé que la DCWB contrôle, outre les bouchers, les marchands de volaille, les revendeurs de poissons, congelés ou frais, les producteurs et transformateurs de viande ainsi que les unités de production, de transport, de transformation ou les importateurs de produits alimentaires. «Pour parvenir à un contrôle efficace, la balle est dans le camp du consommateur qui ne doit pas acheter n'importe quoi.» Citant comme exemple l'achat de poulets non vidés. Et d'avertir : «En quelques heures, le poulet non vidé se transforme en véritable magasin de germe dangereux pour l'humain.»

Concernant l'engraissement, l'abattage et la vente clandestins du poulet notamment, les deux contrôleuses et le chef de service montrent du doigt les APC qui n'émettent pas d'arrêtés d'interdiction et ne réquisitionnent pas la force publique pour les aider à éradiquer ces phénomènes sur leurs territoires respectifs.

Abachi L.